

Briser le cercle vicieux de la pauvreté

A l'approche des élections fédérales du 22 octobre, l'association ATD Quart Monde appelle les candidats à se préoccuper du sort des plus précaires. Lancé par Pro Familia, un baromètre des familles, inédit en Suisse, indique aussi que de nombreux ménages menacent de basculer dans la pauvreté.



© Keystone

«Quand on naît dans une situation de pauvreté, le cumul des désavantages fait que, malgré toute la bonne volonté et toutes les ressources, il est très difficile d'en sortir»; «La pauvreté qui perdure de génération en génération en Suisse n'est pas un sujet de préoccupation pour une large partie de la société (...), les personnes en situation de pauvreté sont même jugées coupables de cette situation et ne sont ni reconnues ni soutenues comme actrices dans leur lutte quotidienne»; «Dans ce contexte, l'accès à l'assistance n'est pas garanti comme un droit, mais fait l'objet d'une forte suspicion».

Ces constats n'émanent pas d'experts éloignés de la réalité. Ils sont le résultat du croisement de données et d'expériences recueillies de 2019 à 2023, dans le cadre du projet «Pauvreté-Identité-Société», par des professionnels en prise directe avec le terrain: éducatrices sociales, travailleurs sociaux, assis-

tants sociaux, psychologues, médecins, etc. Mais également par des personnes confrontées à la galère de la pauvreté qui ont participé à ce programme inédit soutenu par l'Office fédéral de la justice.

De génération en génération

Réalisé sous l'égide du mouvement de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ATD Quart Monde, fondé en 1957 par le prêtre catholique Joseph Wresinski (ATD signifiant Agir Tous pour la Dignité), ce projet jette une lumière crue sur la pauvreté, traînée comme un boulet «de génération en génération».

Un fléau qui, si l'on en croit Pro Familia et l'assurance de prévoyance Pax, à l'origine de la création il y a peu du premier Baromètre suisse des familles (destiné à être reconduit chaque année), menace de plus en plus de ménages: pour les familles modestes, payer ses primes maladie et son loyer est devenu un défi constant; un tiers

des ménages sondés par le baromètre ne peut rien économiser à la fin du mois. «La pression financière ressort très fortement, confiait cet été Philippe Gnaegi, directeur de Pro Familia Suisse. Je ne pensais pas qu'elle était aussi grande sur les familles; aucune d'entre elles ne devrait souffrir pour ses besoins élémentaires.»

ATD Quart Monde, qui s'apprête à publier un communiqué de presse à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère (17 octobre) et des élections fédérales (22 octobre), regrette «le silence des candidats à l'égard de la pauvreté persistante et grandissante dans notre pays». Pourquoi tant de foyers sont-ils touchés par ce fléau ou menacés de l'être en Suisse alors que de nombreux services et associations d'aide existent? Comment briser l'ignorance qui entoure ce sujet et reconnaître la souffrance et les besoins des personnes concernées pour améliorer, par exemple, l'accès à des droits



Il suffit de peu pour qu'une famille de la classe moyenne inférieure bascule dans la pauvreté.

sociaux comme les prestations complémentaires (PC)? Un soutien financier que 230'000 personnes, pourtant éligibles à ce droit, ne réclament pas.

Protéger les familles

Des questions cruciales auxquelles les décideurs politiques ne sauraient répondre, estime Anne-Claire Brand, coordinatrice nationale d'ATD Quart Monde de 2019 à juin 2023, sans l'expertise des personnes confrontées à la pauvreté. «Il faut inviter ces gens à apporter leur contribution au sein des hautes écoles et des services sociaux. La méconnaissance du problème et les préjugés empêchent la mise en œuvre de changements de fond et maintiennent des centaines de milliers de personnes dans une discrimination sociale inacceptable.» Certaines améliorations pourraient voir le jour, comme «l'introduction d'un droit à l'accompagnement pour les personnes aux prises avec des démarches administratives

longues et complexes». Le cercle de la pauvreté est si difficile à briser, estime la responsable, qu'il faut aussi tout faire pour éviter que d'autres familles se retrouvent dépendantes de l'aide sociale.

Et pour celles qui le sont déjà? «La détresse des jeunes parents les rend malades physiquement et psychologiquement, répond Anne-Claire Brand. L'accès à l'aide sociale doit être simplifié

et rendu plus digne. Car plus une personne est en mauvaises posture, plus elle s'isole et plus la société a tendance à penser qu'elle est incapable – ce qui l'amène à penser la même chose.» |

*Le document d'ATD Quart Monde *Rapports entre institutions, société et personnes vivant dans la pauvreté en Suisse: une expérience de violence qui continue* est disponible sur www.atd.ch

Comment aider les familles?

Directrice du nouvel observatoire des précarités de la Haute Ecole de travail social et de la santé Lausanne, Emilie Rosenstein estime que l'Etat doit non seulement venir en aide aux personnes les plus démunies, mais aussi agir de manière préventive pour aider la classe moyenne inférieure avant qu'elle ne bascule dans la pauvreté. Pour Philippe Gnaegi, directeur de Pro Familia, ce sont les prestations complémentaires (PC) pour les familles qu'il faut généraliser. Ce soutien financier en vigueur dans quatre cantons (TI, VD, GE, SO) s'adresse aux ménages qui travaillent mais ne parviennent pas à couvrir leurs besoins essentiels, comme leurs frais médicaux. Fribourg pourrait devenir le cinquième canton à proposer ces PC avec, en plus, l'introduction d'un guichet familles pour l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires. Ce projet de loi soumis prochainement au Grand conseil contribuerait à soulager les 1200 foyers particulièrement touchés par la pauvreté à Fribourg.

Ce que proposent les partis

Côté politique, c'est surtout à travers le prisme du pouvoir d'achat que le problème est abordé. Dans une vidéo tournée au Parlement, *Swissinfo* a recueilli les solutions des principaux partis pour freiner la hausse du coût de la vie. Les socialistes proposent d'augmenter les rentes et de diminuer le coût des primes maladie et des loyers. Pour l'UDC, le salut viendra d'un meilleur contrôle de l'immigration, responsable de la surpopulation et donc de la hausse généralisée des prix (pression sur les logements, la route, le rail, les hôpitaux, etc.). Le Verts misent sur l'énergie, estimant que son coût devrait être plus bas pour les couches les plus modestes de la population. Le PLR pointe les taxes, «qui coûtent très cher aux citoyens», et qu'il faudrait diminuer. Quant au Centre, il veut alléger les impôts pesant sur la classe moyenne et lui offrir une compensation sous forme, notamment, de subventions. |